Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2014)

Heft: 2057

Artikel: Aider la presse ou démembrer la SSR? : Commission fédérale des médias et Avenir Suisse ne sont pas sur la même longueur d'onde...

Autor: Tille, Albert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012823

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

les réserves des descendants de manière à ce que les personnes qui le souhaitent puissent, pour le surplus, librement disposer de leurs biens.

La campagne qui s'annonce ne devrait pas se limiter à un déballage fiscal, mais porter sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter que les privilèges de la fortune continuent à se transmettre de génération en génération. Les faits étant têtus, la question reviendra inévitablement sur la table.

Aider la presse ou démembrer la SSR?

Commission fédérale des médias et Avenir Suisse ne sont pas sur la même longueur d'onde...

Albert Tille - 08 novembre 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/26682

Nous vivons le plus grand bouleversement dans l'histoire de l'industrie des médias, affirmait l'an passé le patron de Ringier. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Les chiffres du tirage des journaux et de leurs recettes publicitaires sont en baisse. Tout proche de nous, *Le Temps* est intégré à Ringier (DP 2053). Les grands groupes de presse rationalisent, économisent et cherchent un regain de rentabilité en se diversifiant hors du secteur des médias.

La technologie numérique est la cause de ce bouleversement. L'avenir appartient aux médias électroniques, affirme publisuisse en se basant sur les résultats concordants des sondage auprès de consommateurs d'informations en Suisse et ailleurs. Tout logiquement, les journaux recherchent audience et revenus en se doublant d'une édition en ligne.

Le Conseil fédéral ne pouvait ignorer les difficultés rencontrées par la presse en mutation. L'an dernier, il a créé une Commission fédérale des médias (Cofem) et nommé ses treize membres.

Après une année de travail, ladite commission publie un rapport qui suggère, dans l'immédiat, une aide fédérale à l'ATS (Agence télégraphique suisse) et à la formation des journalistes. On abandonnerait en revanche les actuels rabais sur les tarifs postaux en faveur de certains journaux. A plus long terme, et de manière moins précise, la Cofem suggère la création d'une Fondation pour la promotion des médias, indépendante de l'Etat pour ses décisions sinon pour son financement, sur le modèle de Pro Helvetia.

Certains éditeurs, hostiles à toute intervention de l'Etat dans leurs affaires, rejettent ces nouvelles aides tout en approuvant les rabais postaux, pourtant liés au contenu des journaux subventionnés. Les associations de journalistes approuvent cette nouvelle aide. *Edito*, le magazine édité par les trois syndicats de la branche, publie une interview de Bernard Maissen, rédacteur en chef de l'ATS et membre de la Cofem. Ce texte, qui n'est malheureusement pas disponible en ligne, mérite un résumé.

Une ATS en langue allemande!

Les comptes de l'ATS sont encore en équilibre au prix de la fermeture de bureaux régionaux et de la suppression de postes. Les recettes diminuent chaque année entre 2 et 5% en raison de la baisse du tirage des journaux clients. L'agence publie ses dépêches en trois langues. Les recettes provenant de Suisse alémanique financent le français et l'italien à raison de 2,5 à 2,7 millions par an. Les surplus alémaniques, bientôt épuisés, ne permettront plus ces compensations. Une aide publique est donc urgente. Elle est possible car la loi fédérale sur les langues autorise (art. 18) une aide financière aux

agences de presse nationales et plurilingues.

Pour affirmer l'indépendance de ses journalistes, Bernard Maissen ne veut pas d'une agence avec participation de l'Etat, même minoritaire, comme c'est le cas en France. A noter que ces réserves à l'égard du système français n'empêchent pas l'ATS de publier une large partie de ses informations étrangères par la simple reprise des dépêches de l'AFP.

Après ses recommandations tout en nuances sur l'aide à la presse, la Commission fédérale des médias annonce un prochain rapport sur les médias de service public de la radio et de la télévision.

Révolution libérale

Avenir Suisse, le *think tank* du libéralisme, ne s'interdit aucune audace dans son dernier document de travail, une sorte de contre-projet à celui de la Cofem. Pour permettre aux médias de s'adapter à l'ère numérique, il faut éliminer les distorsions de concurrence que représente le soutien étatique à la radio et la télévision. Pour atténuer le choc d'une modification aussi drastique, Avenir Suisse préconise, dans l'immédiat, de seulement réduire les revenus de la SSR.

La véritable réforme consisterait à supprimer les chaînes radio et TV de la SSR et de transformer celle-ci en une agence multimédia financée par la redevance. Elle offrirait gratuitement ses prestations à des diffuseurs privés. Eliminées donc les distorsions de concurrence. Chaque média aurait accès à l'argent public. Ce modèle semble à la mode, avec les initiatives pendantes hostiles à la SSR (DP 2042).

Le *think tank* libéral paraît ignorer le prix de la destruction de l'existant et sur quel sol il veut implanter son bel édifice théorique. Les chaînes de la SSR ont un public fidèle. Elles résistent efficacement à la vive concurrence des médias étrangers. A leur disparition, les auditeurs, mais surtout les téléspectateurs se tourneraient vers l'existant, vers l'étranger. La manne publicitaire disparaîtrait vers les médias français, allemands ou italiens.

Par ailleurs, la construction du nouvel édifice se ferait à tâtons. Difficile d'imaginer qu'une agence multimédia décide de lancer ses journalistes et réalisateurs dans des enquêtes et des reportages sans savoir si un diffuseur les reprendra. Le nombre des médias ayant les reins assez solides pour créer des chaînes capables de concurrencer l'étranger se compte sur deux doigts d'une main. Et aucun grand groupe n'aurait intérêt à diffuser une chaîne dans un bassin aussi restreint que la Suisse francophone ou italophone.

Gluten: quand la science s'en mêle

Science lente, commerce rapide

Gérard Escher - 10 novembre 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/26700

S'il est un domaine où la science semble nous promener plutôt que nous guider, c'est bien celui de l'alimentation. Sur ses conseils, nous évitions le gras, puis le sucre, une fois le gras réhabilité; la margarine devait remplacer le beurre qui aujourd'hui reprend sa place; l'avoine baisse ou ne baisse pas le taux de cholestérol, et le chocolat (ou le vin rouge) maintient – ou non – nos fonctions cognitives… On s'y perd.

Il est des raisons à ce trouble: la science de l'alimentation est difficile, et il y a une industrie prête à se lancer dans toute brèche.

Ce bombardement constant sur ce qui est *«bon»* ou *«mauvais»*